



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

CONTENU

Résumé analytique	1
Relations commerciales	
Les positions sur un éventuel accord de libre-échange transatlantique se précisent... 2	
Tensions entre les États-Unis et la Chine sur les énergies renouvelables	3
12e phase de négociation du Partenariat Transpacifique à Dallas.....	5
Politique commerciale américaine	
Des congressistes exigent davantage de transparence dans les négociations sur le Partenariat Transpacifique.....	6
La charte de la Ex-Im Bank renouvelée.....	8
Études économiques et articles connexes	8

Résumé analytique : Après une longue période de gestation au cours des deux premières années de son mandat, la politique commerciale de l'Administration Obama démontre aujourd'hui une certaine cohérence. Elle se caractérise par une approche holiste des négociations commerciales. Les règles et les normes mises de l'avant couvrent tous les aspects du commerce et doivent permettre aux entreprises américaines de concurrencer équitablement leurs rivales. C'est une vision d'un régime commercial international ouvert, ordonné et pragmatique. Pour l'Administration Obama, la libéralisation économique se manifeste aussi bien dans l'élimination des barrières non tarifaires ou l'harmonisation réglementaire que dans les réductions tarifaires. Devant les difficultés rencontrées dans le cadre multilatéral de l'OMC pour faire la promotion de cette approche, elle entend bien promouvoir son modèle dans un cadre régional et bilatéral.

La position américaine en vue d'un éventuel accord commercial avec l'Europe se précise. Les États-Unis refuseront la demi-mesure. S'il est impossible d'en arriver à un accord complet et « ambitieux », pour reprendre la terminologie de Ron Kirk, il n'y aura pas de négociation. Les États-Unis adopteront une approche sectorielle à condition que les bénéfices potentiels soient tangibles.

Devant les politiques mercantilistes de la Chine, l'Administration Obama hausse le ton. Elle multiplie l'imposition de mesures compensatoires ainsi que les procédures de règlement des différends à l'OMC. Si cette stratégie peut s'avérer profitable en termes de politique intérieure à l'approche des élections, elle pourrait créer des tensions dans une relation somme toute stable entre les deux géants économiques.

Les négociateurs américains tentent aussi d'imposer leur vision du commerce dans le cadre des négociations du Partenariat Transpacifique. Ils apparaissent inflexibles dans leur souhait d'imposer certaines normes sévères encadrant les clauses sociales ou les droits de propriété intellectuelle. Cet entêtement suscite les réticences de nombreux pays qui ont des réserves quant au niveau d'engagement exigé par les États-Unis.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

Relations commerciales

Les positions sur un éventuel accord de libre-échange transatlantique se précisent

Les discussions entre les États-Unis et la Communauté européenne en vue d'entamer les négociations sur un éventuel accord commercial se poursuivent.¹ Si les parties s'entendent sur leur intérêt mutuel à faciliter les échanges commerciaux transatlantiques, ils tiennent cependant des discours divergents sur les objectifs de ces discussions. Les États-Unis ne partagent pas l'enthousiasme européen quant aux perspectives de s'engager dans un accord de libre-échange en bonne et due forme. Ils démontrent plutôt un optimisme prudent.

« Une approche globale est nécessaire afin d'obtenir des résultats à la hauteur de nos ambitions. C'est la seule façon de trouver des compromis sur les sujets les plus sensibles qui nous divisent et qui permettront de dégager un véritable potentiel de croissance économique dans le marché transatlantique. »

– Karel De Gucht, The Future of Transatlantic Trade, 11 mai 2012.

Le 11 mai dernier, le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, a dit souhaiter que les présentes discussions aboutissent à la conclusion d'un accord de libre-échange ambitieux qui dépasserait les simples réductions tarifaires. Il s'est même risqué à avancer un agenda pour les négociations qui pourraient durer 18 mois, de 2013 à la mi-2014. De Gucht a identifié quatre priorités pour l'Europe lors d'éventuelles négociations.

Premièrement, une réduction générale des tarifs agricoles et industriels. Trouver un terrain d'entente en matière d'agriculture alors que les deux géants économiques subventionnent massivement leurs industries respectives pourrait cependant s'avérer difficile.

Deuxièmement, la réduction des barrières à l'entrée dans les marchés de services est une priorité partagée autant par les États-Unis que par l'Europe. Ils travaillent déjà sur cet enjeu au sein du Conseil économique transatlantique.

Troisièmement, un meilleur accès aux marchés publics, notamment au niveau des États fédérés. L'Europe chercherait donc à obtenir des dérogations au Buy American Act.

Quatrièmement, favoriser l'harmonisation réglementaire dans le domaine agricole. L'absence de coordination dans l'élaboration des règles sanitaires et phytosanitaires crée de nombreuses barrières à l'entrée, et ce, des deux côtés de l'Atlantique.

Le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, affiche un optimisme plus modéré que son homologue européen. Dans l'éventualité où les présentes discussions ne permettraient pas de démontrer clairement la possibilité d'en arriver rapidement à un accord complet, les États-Unis sont prêts à adopter une approche plus modeste.

¹ Pour une mise en contexte des négociations en cours, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 23 de décembre 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7292



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

Pour les États-Unis, un accord de libre-échange n'est possible que s'il permet d'entrevoir une croissance substantielle des flux de marchandises, de services et d'investissement. Si certains secteurs de négociation apparaissent prometteurs, dans le domaine des services notamment, d'autres comme l'harmonisation règlementaire en matière sanitaire et phytosanitaire pourraient s'avérer être des obstacles majeurs au processus de libéralisation.

« Plusieurs en Europe pensent que nous devrions aller de l'avant avec la négociation d'un accord de libre-échange complet. Bien que les États-Unis croient que cette approche offre des opportunités intéressantes, nous voulons nous assurer que son résultat puisse être comparable aux standards ambitieux des accords commerciaux américains en vigueur. »

– Ron Kirk, discours à la London School of Economics and Political Science, 15 mai 2012.

Rappelons que les États-Unis et la Communauté européenne ont créé en novembre dernier un groupe de travail de haut niveau sur l'emploi et la croissance dans le cadre du Conseil économique transatlantique (TEC). Le groupe de travail, divisé en cinq sous-groupes, a pour mandat d'étudier les opportunités de libéralisation entre les États-Unis et l'Europe dans les secteurs des biens, des services et des investissements. Il est entendu que ces discussions sont préliminaires à la négociation d'un ou de plusieurs accords commerciaux dans l'objectif de stimuler la croissance économique des parties. Le groupe de travail doit déposer son rapport final lors de la prochaine réunion du TEC à la fin de l'année 2012. Un rapport intermédiaire est attendu en juin.

Pour consulter le discours de Karel de Gucht sur les relations économiques transatlantiques, voir :

http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2012/may/tradoc_149434.pdf

Pour consulter le discours de Ron Kirk sur les relations économiques transatlantiques, voir : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/speeches/transcripts/2012/may/remarks-ambassador-kirk-london-school-economics>

Pour consulter la fiche d'information sur la mise en place du groupe de travail de haut niveau sur l'emploi et la croissance du Conseil économique transatlantique (TEC), voir :

http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2011/november/tradoc_148387.pdf

Sources : Rebecca Christie et Brian Wingfield, « EU Seeks U.S. Trade Agreement by Mid-2014, De Gucht Says », *Bloomberg*, 11 mai 2012, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2012-05-11/eu-seeks-u-s-trade-agreement-by-mid-2014-de-gucht-says.html> ; David Milliken et Clare Kane, « U.S. trade chief says to be "pragmatic" on EU deal », *Reuters*, 22 mai 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/05/22/trade-unitedstates-eu-idUSL5E8GMDSR20120522> ; « EU Trade Chief To Meet With Froman Next Week On Working Group Report », *Inside US Trade*, Vol. 30, No. 22 - June 1, 2012

Tensions entre les États-Unis et la Chine sur les énergies renouvelables

Les États-Unis et la Chine s'accusent mutuellement de subventionner leur industrie spécialisée dans la fabrication de panneaux photovoltaïques. Les énergies renouvelables ont été identifiées par les deux gouvernements comme prioritaires pour le développement de leur économie. Les États-Unis accusent la Chine de faire du dumping afin d'accaparer le marché mondial des panneaux solaires. La Chine s'en défend et accuse plutôt les États-Unis de subventionner leur propre industrie de l'énergie renouvelable. Cette escalade d'accusations pourrait donner lieu à plusieurs procédures de règlement des différends à l'OMC au cours des prochains mois.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

En novembre 2011, le département du Commerce américain a entamé une enquête dans le but de déterminer si le gouvernement chinois subventionnait son industrie de fabrication de panneaux solaires et si ces subventions offraient un avantage indu à ces produits aux États-Unis. Le ministère du Commerce chinois (Mofcom) a répliqué quelques jours plus tard en entamant sa propre enquête sur l'industrie américaine.

Dans une décision préliminaire rendue le 20 mars dernier, le département du Commerce a décidé d'imposer des droits compensateurs allant de 2,9 % à 4,7 % sur les importations chinoises de panneaux solaires. Une décision finale est attendue en juillet. Une autre décision préliminaire rendue par le département du Commerce le 17 mai reconnaît cette fois que les prix des panneaux solaires en provenance de Chine sont si bas qu'ils s'apparentent à du dumping. Des droits antidumping de 31 % à 250 % seront appliqués à l'importation de ces produits si cette décision est confirmée en novembre prochain.



Le Mofcom a répliqué en déposant le 24 mai son rapport. 6 programmes d'aide financière du gouvernement américain s'apparentant à des subventions illégales en vertu de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) de l'OMC ont été identifiés. Le lendemain, la Chine a déposé une demande de consultation auprès des États-Unis, l'affaire DS437 : États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits en provenance de Chine. La Chine dénonce ainsi la méthodologie employée par les États-Unis pour calculer les droits compensateurs. Cette plainte à l'Organe de règlement des différends (ORD) s'applique à 22 mesures compensatoires qui totalisent plus de 7,3 milliards de dollars É-U.

Lors de ses trois premières années de mandat, l'Administration Obama a cherché à tempérer l'ardeur des congressistes et des groupes de pression qui décriaient les pratiques commerciales discutables de la Chine. Elle ne souhaitait pas s'engager dans une « guerre commerciale » avec son plus important partenaire, et ce, malgré les nombreuses pratiques discutables de la Chine. L'importance soudaine des mesures compensatoires imposées par le département du Commerce n'est certainement pas étrangère aux élections à venir en novembre. Les décisions finales dans cette affaire devraient survenir juste à temps pour que le président puisse se targuer de faire preuve de fermeté devant la Chine. La Chine, qui a accusé les États-Unis de provocation dans cette affaire, pourrait cependant être tentée d'adopter des mesures de représailles. À suivre.

Pour consulter les fiches d'information de l'*International Trade Administration*, voir :

- 8 novembre 2011 : http://ia.ita.doc.gov/download/factsheets/factsheet_prc-solar-cells-ad-cvd-init.pdf

- 20 mars 2012 : <http://ia.ita.doc.gov/download/factsheets/factsheet-prc-solar-cells-adcvd-prelim-20120320.pdf>

- 17 mai 2012 : <http://ia.ita.doc.gov/download/factsheets/factsheet-prc-solar-cells-ad-prelim-20120517.pdf>

Sources : Ehren Goossens, Justin Doom et William McQuillen, « Trade War Looming as China Rebukes U.S. Support for Solar », *Bloomberg*, 25 mai 2012, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2012-05-24/trade-war-seen-looming-as-china-rebuked-u-s-support-for-solar.html> ; ICTSD, « China-US Sparring over Renewable Energy Intensifies », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 16, no 21, 30 mai 2012, en ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/134029/> ; ICTSD, « US-China Renewable Energy Row Escalates with Solar Duty Announcement », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 16, no 20, 23 mai 2012, en ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/133886/>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

12^e phase de négociation du Partenariat Transpacifique à Dallas

Après 12 phases de négociation et malgré un discours encourageant de la part du bureau du représentant américain au Commerce (USTR), les pays qui prennent part aux négociations du Partenariat Transpacifique (TPP) ne se sont toujours pas entendus sur la plupart des enjeux sensibles contenus dans ce vaste accord.

Les négociateurs américains ont annoncé que les négociations avaient progressé plus rapidement que prévu. Les textes sur les questions transversales (petites et moyennes entreprises, cohésion réglementaire, harmonisation régionale des chaînes logistiques, développement des institutions) sont très avancés, mais n'ont qu'une importance mineure pour l'accord dans son ensemble. Les délégations travaillent toujours à identifier l'ampleur des compromis tarifaires qu'elles souhaitent proposer.

Les chapitres sur les marchés publics, sur les sociétés d'État ainsi que sur les textiles et les vêtements ont retenu l'attention lors de la dernière phase de négociation, notamment parce qu'ils sont un sujet sensible entre les États-Unis d'un côté et la Malaisie et le Vietnam de l'autre. Les États-Unis cherchent à ouvrir le marché vietnamien aux produits industriels et à différents services américains, mais ils devront en retour céder dans le domaine des textiles. Il sera cependant difficile pour l'Administration Obama d'ouvrir davantage le secteur manufacturier américain, déjà fragilisé par les effets de la mondialisation et défendu par de nombreux congressistes. Les États-Unis souhaitent imposer des règles d'origine sévères afin d'éviter que des entreprises étrangères, chinoises par exemple, complètent l'assemblage final de vêtements au Vietnam pour profiter des tarifs préférentiels offerts par le TPP. Le Vietnam souhaite obtenir une exemption de 5 ans aux règles d'origine en échange de l'ouverture de son marché.

Plusieurs aspects complexes ou sensibles des négociations restent en suspens. L'épineuse question du mécanisme de règlement des différends États/investisseurs n'a pas été abordée, tout comme la question de l'harmonisation des engagements en matière d'accès au marché entre les participants qui sont parties à des accords bilatéraux ou multilatéraux au sein du TPP. Les chapitres sur les droits de propriété intellectuelle (DPI) et les clauses sociales défendus par les États-Unis sont accueillis avec réticence par les autres parties.

Les négociateurs américains, qui souhaitent assujettir les clauses sociales et environnementales à des dispositions juridiquement contraignantes, font face à une forte opposition. Par exemple, les États-Unis se basent sur le compromis du 10 mai 2007² pour élaborer le chapitre sur l'environnement, mais souhaitent que certaines obligations ou activités, comme la conservation des milieux menacés, les pêches et la coupe de bois illégale soient soumises à un mécanisme de règlement des différends. Le Chili s'oppose ouvertement à cette approche.

Le Chili, qui profite déjà d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, a été jusqu'à remettre en cause sa participation aux négociations devant l'entêtement des Américains à imposer un

² Le compromis bipartisan du 10 mai 2007 a révisé le modèle d'accord commercial américain élaboré par les élus républicains en 2002 pour y inclure des normes plus sévères en matières protections des travailleurs, de l'environnement et des droits de propriété intellectuelle. Il répondait aux préoccupations des élus démocrates, majoritaires à la Chambre des représentants, qui s'opposaient à la signature de nouveaux traités de libre-échange.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

chapitre sur les droits de propriété intellectuelle extrêmement contraignant.³ Certaines dispositions sont si intrusives que l'Australie et la Nouvelle-Zélande auraient plutôt proposé de se baser sur le texte de l'Accord de commerce anticontrafaçon (ACTA) pour trouver une forme de compromis. Rappelons que l'ACTA est déjà considéré comme très contraignant et qu'il est sujet à de nombreuses critiques.

L'objectif ambitieux fixé par le président Obama de compléter les négociations en 2012 paraît de plus en plus irréaliste. Les États-Unis, qui organisent deux phases de négociation de suite, ne semblent pas en voie de réussir leur pari de donner une impulsion décisive aux négociations. La 13^e phase de négociation aura lieu à San Diego du 2 au 10 juillet.

Une décision sur l'inclusion éventuelle du Japon, du Mexique et du Canada a de nouveau été reportée. Les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont indiqué ne pas avoir complété leurs consultations préliminaires avec ces trois pays.

Pour une présentation sommaire du TPP, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 20, de septembre 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6896

Sources : USTR, « Trans-Pacific Partnership (TPP) Talks Advance in Texas », *press release*, 16 mai 2012, en ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2012/may/trans-pacific-partnership-tpp-talks-advance-texas> ; Sean Flynn, « Chile Threatens to Pull out of TPP because of US IP demands », *Infojustice*, 10 mai 2012, en ligne : <http://infojustice.org/archives/21414> ; « TPP Negotiators Announce Dates Of July San Diego Round; Tout Progress », *Inside US Trade*, vol. 30, no 20, 18 mai 2012 ; « U.S., Vietnam Signal Flexibilities In TPP Apparel Rule Of Origin Fight », *Inside US Trade*, vol.30, no 21, 25 mai 2012 ; « U.S. Faces Opposition On Enforceability Of TPP Environmental Chapter », *Inside US Trade*, vol.30, no 21, 25 mai 2012 ; « Business Lobbyist Sees Strong Objections To U.S. IPR Demands In TPP », vol.30, no 21, 25 mai 2012

Politique commerciale américaine

Des congressistes exigent davantage de transparence dans les négociations sur le Partenariat Transpacifique

En marge de la 12^e phase de négociation du Partenariat Transpacifique (TPP), plusieurs congressistes ont fait pression sur l'Administration Obama afin d'exiger davantage de transparence de la part du bureau du représentant américain au Commerce (USTR). Ils joignent ainsi leurs voix à de nombreuses parties intéressées, notamment des groupes de défenses des droits des consommateurs, qui reprochent à l'USTR de ne pas divulguer le texte de l'accord. Ils craignent d'être mis devant un fait accompli une fois les négociations terminées et de ne pouvoir défendre adéquatement l'intérêt du public.

« [...] la majorité du Congrès n'a pas accès aux documents de négociation du TPP alors que des représentants de sociétés américaines sont consultés et mis au courant des détails et des objectifs de l'accord. »

– Ron Wyden, intervention au Sénat, 23 mai 2012.

³ Pour plus de détails sur la position américaine en matière de DPI, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 7 du 22 février 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6506



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

Le sénateur Ron Wyden (D-OR), président de la sous-commission des finances sur le Commerce international, qui est chargée de superviser le travail de l'USTR, a déposé le 23 mai un projet de loi qui vise à contraindre l'USTR à dévoiler le texte du TPP aux membres du sous-comité. Le *Congressional Oversight Over Trade Negotiation Act* est déposé en réaction aux refus répétés des demandes de divulgation de l'information sensible avec les membres de la sous-commission.

Au début du mois de mai, 69 congressistes, dont un républicain, ont fait parvenir une lettre au Président afin de lui partager leur crainte de voir les dispositions du Buy American Act être invalidées advenant l'adoption du chapitre sur les marchés publics.

« [Par le passé,] en échange de l'opportunité pour certaines de nos entreprises de soumissionner dans des marchés publics de plus petite taille que le nôtre, nous avons abandonné un important outil politique qui permet d'assurer que des milliards de dollars soient recyclés à même notre économie et qui permet de créer de l'emploi, de renforcer notre secteur manufacturier et de favoriser l'émergence d'industries de pointe. »

– Lettre de 69 congressistes adressée au président Obama, 3 mai 2012.

Le 15 mai, le représentant Daniel Issa (R-CA) a publié sur son site personnel le chapitre sur les droits de propriété intellectuelle du TPP. Ce chapitre avait déjà fait l'objet d'une fuite en février 2012. Il craint que les dispositions relatives à la protection des droits d'auteur n'entravent la liberté des utilisateurs d'internet.

Le 23 mai, les représentants Barney Frank (D-MA), de la commission sur les Services financiers, et Sander Levin (D-MI), de la commission sur les Voies et Moyens, ont publiquement partagé leurs inquiétudes quant au contenu du chapitre sur les services financiers du TPP. Ils craignent que les dispositions du texte ne limitent la marge de manœuvre des parties à l'accord en cas de crise financière. Dans une lettre qu'ils ont fait parvenir au secrétaire du Trésor, Tim Geithner, ils expriment le souhait que l'Administration Obama s'engage par écrit à ce que les contrôles sur les flux de capitaux soient permis en cas de crise.

« Les événements de la dernière décennie nous ont démontré la pertinence de contrôler les flux de capitaux et nous croyons que nos accords commerciaux devraient refléter ce fait. »

– Lettre de Barney Frank et Sander Levin à Tim Geithner, 23 mai 2012.

L'USTR se défend bien de manquer de transparence et juge pertinent, voire nécessaire, de ne pas divulguer entièrement les positions de négociation des parties. Selon l'USTR, les séances d'information qui réunissent les parties intéressées et les équipes de négociations avant chaque phase de négociation suffisent à informer adéquatement le public. En ne divulguant pas le texte de l'accord, les négociateurs souhaitent s'accorder une marge de manœuvre suffisante lors des négociations. L'USTR craint que la divulgation du texte ne braque l'opinion publique et que des compromis parfois difficiles ne soient plus possibles par la suite.

Pour consulter le projet de loi du sénateur Ron Wyden, voir : <http://www.wyden.senate.gov/news/blog/post/iycmi-wyden-statement-introducing-congressional-oversight-over-trade-negotiations-act>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

Pour consulter la lettre des 69 congressistes opposés au chapitre sur les marchés publics, voir :

<http://www.donnaedwards.house.gov/index.cfm?sectionid=24&parentid=23§iontree=23,24&itemid=511>

Pour consulter la lettre des représentants Barney Frank et Sander Levin adressée à Timothy Geithner, voir :

<http://democrats.financialservices.house.gov/press/PRArticle.aspx?NewsID=1470>

Sources : USTR, « Negotiators Brief Stakeholders at Dallas TPP Talks », *press release*, 14 mai 2012, en ligne :

<http://www.ustr.gov/about-us/press-office/blog/2012/may/negotiators-brief-stakeholders-at-dallas-tpp-talks> ; «

Members of Congress exercise their muscle on TPP », *Eyes on Trade*, 25 mai 2012, en ligne :

<http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2012/05/members-of-congress-exercise-their-muscle-on-tpp.html> ; Zach

Carter, « Congress Revolts On Obama Plan That Would Ban 'Buy American' », *Huffington Post*, 3 mai 2012, en ligne :

http://www.huffingtonpost.com/2012/05/03/obama-trade-congress-buy-american_n_1475277.html

La charte de la Ex-Im Bank renouvelée

La charte de la Ex-Im Bank a été renouvelée in extremis par le gouvernement.⁴ Le président a signé le projet de loi le 30 mai. Il aura fallu des mois de débat pour trouver un compromis acceptable pour l'aile conservatrice du parti républicain qui souhaitait voir l'agence abolie. L'Ex-Im Bank garantit le financement des firmes américaines exportatrices. Les républicains conservateurs assimilent les activités de l'agence à une subvention aux entreprises qui fausse le marché. Les républicains ont accepté de renouveler la charte de la banque à condition que le projet de loi soumette le président à l'obligation d'entamer des négociations multilatérales qui auront pour objectif d'abolir les subventions aux exportations. Le département du Trésor est aussi tenu de publier un rapport qui relatera les progrès de ces négociations.

La charte de la banque a été renouvelée jusqu'en septembre 2014. Son plafond de financement a aussi été augmenté de 40 %. Il passera de 100 milliards de \$ É-U à 140 milliards de \$ É-U. L'augmentation du plafond est conditionnelle au respect des amendements républicains.

Source : Roger Runningen, « Obama Signs Renewal of Export-Import Bank That Boosts Lending », *Bloomberg*, 30 mai 2012, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2012-05-30/obama-signs-renewal-of-export-import-bank-that-boosts-lending.html>

Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

Benn Steil, « Beyond the Volcker Rule: A Better Approach to Financial Reform », *Council on Foreign Relations Policy Innovation Memorandum No. 18*, avril 2012, en ligne :

<http://www.cfr.org/financial-crises/beyond-volcker-rule-better-approach-financial-reform/p27894>

⁴ Pour une mise en contexte des débats entourant le renouvellement de la Ex-Im Bank, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 5, no 3, mars 2012, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7457



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

Uri Dadush, « The Euro-Exit Taboo », *Carnegie Endowment for International Peace*, 30 avril 2012, en ligne : <http://carnegieendowment.org/2012/04/30/euro-exit-taboo/akxx>

Abraham Newman, « Austerity and the End of the European Model », *Foreign Affairs*, 1er mai 2012, en ligne : <http://www.foreignaffairs.com/articles/137611/abraham-newman/austerity-and-the-end-of-the-european-model>

« Trading strategies : China and America compete to lead regional free-trade arrangements », *The Economist*, 19 mai 2012, en ligne : <http://www.economist.com/node/21555565>

Ilana Solomon, « Secrets Revealed: The Trans-Pacific Partnership Free Trade Agreement », *Huffington Post*, 22 mai 2012, en ligne : http://www.huffingtonpost.com/ilana-solomon/trade-trans-pacific_b_1536836.html

Yukon Huang, « Is China Running Out of Options? », *Financial Times*, 23 mai 2012, en ligne : <http://blogs.ft.com/the-a-list/2012/05/23/is-china-running-out-of-options>

Axel Threlfall, « USTR Kirk plans to go in January, upbeat on EU-U.S. trade », *Reuters*, 24 mai 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/05/24/us-usa-trade-kirk-idUSBRE84N1LP20120524>

Stella Dawson, « What would Greek exit mean for the U.S. economy? », *Reuters*, 24 mai 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/05/24/us-usa-economy-europe-idUSBRE84N1PZ20120524>

« Sévère revers pour le traité Acta dans les commissions du Parlement européen », *Le monde*, 31 mai 2012, en ligne : http://www.lemonde.fr/technologies/article/2012/05/31/severe-revers-pour-le-traite-acta-dans-les-commissions-du-parlement-europeen_1710688_651865.html

Peter Coy, « U.S. Races to Prevent Doha-Like End to Trans-Pacific Trade Talks », *Bloomberg*, 31 mai 2012, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2012-05-31/u-s-races-to-prevent-doha-like-end-to-trans-pacific-trade-talks.html>

Études économiques et commerciales :

Lawrence Mishel, *The wedges between productivity and median compensation growth*, Economic Policy Institute, 26 avril 2012, en ligne : <http://www.epi.org/publication/ib330-productivity-vs-compensation/>

Gary Clyde Hufbauer et Julia Muir, « Japan Post: Anti-Reform Law Clouds Japan's Entry to the Trans-Pacific Partnership », *Peter G. Peterson Institute for International Economics policy Brief 12-12*, mai 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2117>

R. Evan Ellis, *The United States, Latin America and China: A "Triangular Relationship"?*, Inter-American Dialogue, 1er mai 2012, en ligne : http://www.thedialogue.org/PublicationFiles/IAD8661_China_Triangular0424v2e-may.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 6, juin 2012

M. Angeles Villarreal, *The U.S.-Colombia Free Trade Agreement: Background and Issues*, Congressional Research Service, 27 avril 2012, en ligne :
<http://fpc.state.gov/documents/organization/190033.pdf>

Linda Levine, *Job Growth During the Recovery*, Congressional Research Service, 10 mai 2012, en ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/190043.pdf>

James K. Jackson, *Foreign Direct Investment in the United States: An Economic Analysis*, Congressional Research Service, 10 mai 2012, en ligne :
<http://fpc.state.gov/documents/organization/190042.pdf>

Craig K. Elwell, *Economic Recovery: Sustaining U.S. Economic Growth in a Post-Crisis Economy*, Congressional Research Service, 17 mai 2012, en ligne :
<http://fpc.state.gov/documents/organization/191869.pdf>

Ian F. Fergusson et Paul K. Kerr, *The U.S. Export Control System and the President's Reform Initiative*, Congressional Research Service, 18 mai 2012, en ligne :
<http://fpc.state.gov/documents/organization/191603.pdf>

Elizabeth McNichol, Phil Oliff et Nicholas Johnson, *States Continue to Feel Recession's Impact*, Center on Budget and Policy Priorities, 24 mai 2012, en ligne :
<http://www.cbpp.org/cms/index.cfm?fa=view&id=711>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278